

Liminaire générale CGT-SUD, CFDT au CT du 12 avril 2012

Contexte :

Avant d'examiner les réorganisations de la direction générale de l'Insee, il convient de rappeler le contexte politique actuel :

- D'une part, la mise en place de la RGPP a eu un effet plus fort à l'Insee du fait de la pyramide des âges de l'institut,
- D'autre part, la volonté non cachée du président de la république de casser l'Insee, la Statistique Publique dans son ensemble.

donc : ses agents et ses missions sont mis à mal.

En plus du contexte politique général, l'Insee s'est retrouvé sans véritable capitaine à sa tête et n'a cessé de dériver.

Pour les syndicats CGT, CFDT et SUD, la direction de l'Insee se doit tout d'abord de défendre la statistique publique, et son indépendance . Or cette dernière est mise à mal régulièrement par des ruptures d'embargos. Dans un contexte électoral cela est parfaitement inadmissible et donne des avantages au pouvoir en place. Devant l'impuissance à éviter ces manquements, nous demandons que l'envoi anticipé au gouvernement des indicateurs avant leur publication soit supprimée. Pour nous c'est la seule manière d'éviter ces ruptures.

La direction se doit également d'assurer à tous ses agents (qu'ils soient dans les bureaux ou qu'ils soient enquêteurs) des conditions de travail de qualité. Les agents et les missions de l'institut doivent se retrouver au cœur des préoccupations de la direction.

Cela doit se traduire en premier lieu par l'amélioration des salaires et carrières de toutes et tous. Or nous ne constatons que des blocages en fin de carrière sans solution, des carrières où il est impossible d'obtenir des chances de réussir des concours internes, ou d'avoir des chances de promotions.

Nous vous tenons pour responsables de cette situation, qui n'est pas seulement due à la situation de la fonction publique, mais à votre faiblesse de négociation au sein d'un ministère où la situation des agents est généralement mieux prise en compte.

Cela doit ensuite se traduire par une reconnaissance et une prise en considération des agents.

Or, depuis des années, nous dénonçons la gestion uniquement comptable que vous faites des agents. Cela se traduit par une non transparence administrative, des irrégularités dans la gestion de plus en plus nombreuses, de la non communication auprès des agents, l'absence totale de l'écoute des agents, la non prise en compte des risques psycho-sociaux, qui malheureusement sont en forte progression et par des taux de promotion non défendus au ministère. Ce mépris s'exprime également vis-à-vis des enquêteurs et enquêtrices qui sont en mouvement depuis plus de 5 mois et qui réclament simplement un statut décent.

Nous vous demandons de mettre un terme à cette politique de démotivation des personnels.

Malgré les difficultés rencontrées, les agents de l'Insee ont à cœur de mener à bien tous leurs travaux et toutes leurs missions. Nous ne retrouvons pas ce sentiment concernant la direction de l'Insee. Les restructurations, les changements de cap permanents menés depuis un certain temps montrent que les travaux ne sont plus au cœur des préoccupations de la direction.

La mise en place du centre statistique en est un bel exemple, tous les arguments mis en avant pour faire passer ce projet sont en train de tomber les uns après les autres.

L'informatique en est le parangon. L'Insee en est réduit à mettre en place des conteneurs pour faire sa salle machine. Les postes informatiques ouverts à la mobilité restent vides de candidature. Quand la direction de l'Insee prendra-t-elle ses responsabilités et arrêtera-t-elle le projet de CEIU ?

Revenir en arrière la direction sait le faire. Il suffit de lire les relevés de décisions trimestriels du plan triennal des travaux pour s'en rendre compte.

Mais si parfois la désorganisation des réorganisations semble être le jeu préféré de la direction, le cap général apparaît clairement dans les résultats de votre politique. Quasi abandon de missions comme la coordination statistique, ou l'action régionale répondant aux besoins des acteurs locaux et permettant de maintenir une bonne connaissance statistique locale.

Nous demandons l'arrêt des restructurations rampantes faites sans concertation dans le cadre des mutualisations interrégionales.

Concernant l'implantation territoriale de l'Insee nous demandons l'égalité entre les établissements, ce qui implique une réelle diversité des postes et des travaux dans tous les établissements de l'Insee (dont les missions de gestions administratives y compris l'informatique locale) avec des effectifs décentes permettant aux agents de mener à bien l'ensemble des travaux et ce dans de bonnes conditions de travail.

La mission de **coordination statistique** est stratégique pour assurer l'indépendance de la statistique publique en général et dans les ministères en particulier. Pour cela, des agents de l'Insee sont en poste dans les SSM et dans les services déconcentrés. Ils sont régulièrement soumis à des pressions politiques, d'autant que leurs tâches s'orientent de plus en plus vers l'évaluations des politiques publiques. Ces nouveaux travaux se font au détriment d'une statistique de mesure et d'études plus générales visant à éclairer le débat public. Ils sont de plus en plus tournés vers une activité de gestion instrumentalisée pour le politique. Rappelons que la RGPP les a « rétrogradés » dans les organigrammes des services déconcentrés des ministères.

La manière dont a été traité le secrétariat du CNIS dans le cadre de la réorganisation de la DG est pour nous emblématique de ce que ne doit pas être un comité technique. Avant même qu'elle ne soit effective, la réorganisation de la DG a impacté le secrétariat du CNIS. A notre sens, celui-ci est victime du non-respect des procédures d'adoption de tout nouvel organigramme. Son éclatement n'a pas été abordé avec les organisations syndicales. Nous avons pourtant un avis à donner sur ce point.

Nous en arrivons donc aux **questions de méthode** : si nous ne faisons pas de cogestion, un CT n'est pas une chambre d'enregistrement. Pour nous, un CT est un lieu revendicatif où nous venons porter les aspirations de tous les personnels quels que soient leurs grades, leurs statuts ou leurs non-statuts.

Nous réfutons vos choix et demandons une inflexion notable de vos orientations actuelles et demandons que des effectifs suffisants, y compris dans toutes les régions, permettent la réalisation de nos missions.

En conclusion nous attendons de la direction de l'Insee qu'elle s'implique dans la défense des missions de la statistique publique (donc de ces effectifs et de son budget) et des agents qui remplissent ces missions, pour une statistiques publique indépendante et de qualité au service de tous les citoyens.